

# Lettre de mission de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, adressée à M. Thierry Mariani, député du Vaucluse et nouveau Représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan, le 21 juillet 2009.

Monsieur le Député,

La situation en Afghanistan est lourde de menaces pour la sécurité internationale. Notre priorité immédiate est d'empêcher le rétablissement en Afghanistan d'un régime radical, la déstabilisation du Pakistan et de réduire la menace terroriste dont cette région est devenue l'épicentre.

C'est en raison de l'importance stratégique de cette crise pour les intérêts français que j'ai décidé que la France s'engagerait fortement dans cette région du monde, et qu'elle resterait engagée aussi longtemps que nécessaire, avec ses partenaires de la communauté internationale et aux côtés de la société civile afghane, dont le rôle est essentiel. Nous oeuvrons collectivement en Afghanistan pour permettre à ce pays de retrouver sa stabilité, d'assurer son développement économique et social et de vivre en paix avec ses voisins.

Aujourd'hui, un premier bilan peut être tiré de cet effort. Grâce à l'implication des organisations internationales, sous mandat des Nations Unies, le peuple afghan a réalisé des progrès substantiels dans tous les domaines : des élections libres ont été tenues pour l'élection d'un Parlement et d'un Président et des écoles ont été ouvertes, y compris pour les jeunes filles qui en étaient exclues par les Talibans et des hôpitaux, des routes témoignent de la volonté de sortir le pays de trois décennies de guerre et de connaître enfin le développement qu'il mérite.

La France y a pris toute sa place, que ce soit par l'action de ses soldats aux côtés de ses alliés et des forces afghanes ou par une contribution à la reconstruction du pays, à titre national, qui - malgré l'augmentation récente reste toutefois à un rang modeste par rapport à l'effort massif de nos grands partenaires européens ou dans le cadre de l'Union Européenne et des Nations Unies. Prenant acte des progrès accomplis, le sommet de l'OTAN de Bucarest a défini, en 2008, à la demande de la France, la stratégie qui conduira le peuple afghan à retrouver, le plus rapidement possible, l'entière maîtrise de son destin, orientations qui ont été confirmées au sommet de Strasbourg Kehl de 2009. Le transfert progressif de la responsabilité de la sécurité de la ville et de la région de Kaboul aux autorités afghanes en est une première étape. D'autres doivent suivre, et notamment le bon déroulement des élections prévues au mois d'août prochain en Afghanistan. Cette démarche suppose l'accélération de la montée en puissance des armée, police et gendarmerie afghanes, à laquelle notre pays participe.

C'est, ensuite, notre pays qui a organisé, le 12 juin 2008, la conférence internationale de soutien à l'Afghanistan qui a rassemblé quelque 20 milliards de dollars d'aide pour les prochaines années et permis d'établir des priorités sur lesquelles la communauté internationale fonde aujourd'hui son action.

La France a aussi été l'une des premières à souligner l'importance du facteur régional, en rassemblant en décembre dernier l'Afghanistan, ses voisins et les partenaires clés de la communauté internationale, à une première réunion organisée par le Ministre des Affaires étrangères et européennes à La Celle Saint-Cloud. Il n'y aura pas de paix, de sécurité ni de

prospérité ni dans la région sans un Afghanistan en paix et qui se développe sur le plan économique. Il n'y aura pas de paix, de sécurité ni de prospérité en Afghanistan sans un voisinage propice.

Pour poursuivre notre effort et contribuer à la mise en oeuvre de ces orientations et des priorités ainsi dégagées, j'ai décidé le 26 février dernier, sur proposition de Bernard Kouchner, de confier à Pierre Lellouche une mission de Représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan. Une équipe interministérielle a été créée au sein du ministère des affaires étrangères et européennes associant des responsables des ministères de la défense et de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, ainsi que l'Agence Française de Développement. Renforçant la coordination interministérielle et l'efficacité de notre action sur ce dossier essentiel pour notre politique étrangère, cette équipe permanente restera en place, sous l'autorité du Ministre des Affaires étrangères et européennes. Elle a naturellement pour vocation d'appuyer l'action du Représentant spécial.

C'est dans ces conditions que la France a, en 2009, continué de renforcer sa présence en Afghanistan et au Pakistan. En Afghanistan, nous avons commencé à mettre en oeuvre la proposition de Bernard Kouchner, d'envoyer la Force de Gendarmerie Européenne, afin d'y assurer des missions de formation, et pour laquelle nous allons déployer dans les prochains mois 150 gendarmes. Nous avons également renforcé notre aide civile de 23 millions d'euros pour 2009 et nous travaillons au renforcement de la coordination de l'aide européenne. Enfin, nous avons décidé de concentrer des moyens militaires et civils dans les districts de Kapisa et Surobi afin d'y obtenir davantage encore de résultats concrets dans les deux domaines. Au Pakistan, j'ai fait part au Président Zardari lors de sa visite à Paris en mai dernier de la volonté de la France de renforcer la capacité du Pakistan à lutter contre l'extrémisme taliban, ainsi que tous les autres types de terrorisme menaçant le Pakistan et les pays de la région. Une coopération entre la France et le Pakistan va être engagée à cette fin qui comprendra une dimension de défense et de sécurité, et une autre consacrée au renforcement des liens économiques et commerciaux bilatéraux. La préparation de ces accords a été respectivement confiée à l'Amiral Edouard Guillaud, Chef de mon Etat-Major particulier et Mme Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur. J'ai également voulu que la France réponde sans délai à la crise des déplacés de la vallée de Swat et j'ai annoncé au Président Zardari une contribution de 12 millions d'euros aux efforts engagés.

J'estime, Monsieur le Député, que votre connaissance de la région vous désigne naturellement pour être le nouveau Représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan, afin de renforcer notre rôle dans cette région, de consolider la dynamique impulsée ces derniers mois et pérenniser nos engagements. Vous exercerez ces fonctions jusqu'en décembre 2009. Vous aurez ainsi à inscrire votre action dans le cadre d'un contexte profondément renouvelé, qui verra, en Afghanistan, après la tenue des prochaines élections présidentielles, s'ouvrir une nouvelle séquence dans la marche du pays vers sa stabilisation et sa reconstruction, et au Pakistan se poursuivre la consolidation de l'autorité du pouvoir civil. Notre rôle sera essentiel pour soutenir ces évolutions, et c'est dans ce cadre que devront s'inscrire les initiatives que vous proposerez pour renforcer l'action de la France en direction de ces deux pays.

Vous assurerez en particulier, en vous appuyant sur le travail accompli ces derniers mois, le suivi des initiatives que nous avons portées : déploiement de la FGE, accroissement de l'aide civile à l'Afghanistan et au Pakistan, mise en oeuvre des projets d'assistance à la population civile en Surobi et Kapisa. Vous proposerez au Ministre des Affaires étrangères et européennes toutes les initiatives que vous jugerez utiles à nos intérêts, pour que les décisions soient prises dans le cadre le plus approprié.

Vous participerez, sur les sujets mentionnés dans cette lettre, aux discussions avec nos alliés et nos partenaires au sein du groupe des représentants spéciaux. En étroite liaison avec nos Ambassadeurs à Kaboul et à Islamabad, vous développerez des contacts suivis avec les autorités afghanes et pakistanaises.

Vous me ferez rapport, ainsi qu'au Premier ministre, par l'intermédiaire du Ministre des affaires

étrangères et européennes, sous l'autorité duquel vous conduirez votre action. Vous bénéficiez des moyens mis à votre disposition par les différentes administrations concernées, et en premier lieu de l'équipe interministérielle Afghanistan Pakistan créée en mars dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments les meilleurs.